

COMITE SOCIAL D'ADMINISTRATION DU 11/04/2024

Monsieur le Président,

Dans un climat particulier, le ministre de la Fonction publique vient d'ouvrir la « concertation » sur le nouveau projet de loi de la Fonction Publique.

Sur la forme, les documents ont été reçus très tardivement par nos élus nationaux. Un parallèle troublant avec la situation dans notre département et l'occasion de rappeler que nous ne pouvons travailler, nous l'avons déjà dit à de multiples reprises, que si nous préparons avec des documents transmis bien en amont. Il en va du respect que nous devons toutes et tous aux agents publics.

Solidaires rappelle qu'elle n'est pas demandeuse d'une nouvelle loi fonction publique qui va attaquer une fois de plus les droits des agents et en conséquence les services publics qu'ils servent .

Manque d'attractivité, mesures salariales ridiculement basses, coupes budgétaires de 10 milliards dont 780 millions d'euros sur les salaires de l'emploi public, expérimentation de la semaine de 4 jours sans concertation, l'ardoise s'annonce toujours plus lourde.

La remise en cause du statut, l'accroissement de la part du mérite dans la rémunération, avec l'arbitraire hiérarchique qui en découlera constituent des lignes rouges, synonymes de nouvelles dégradations de la situation des agents publics, que nous combattons avec une totale détermination.

Sur l'ordre du jour, nous vous avons demandé de retirer le point sur la formation dans la mesure où nous ne pouvons effectuer des travaux au dernier moment, le « coude à la portière ».

Pour les Procès verbaux, trois Pv d'un coup d'un seul, rappelons que le délai est de 30 jours pour leur délivrance, cela permet de respecter l'antériorité et le suivi des échanges.

Sur le budget, nous aimerions connaître les incidences du futur coup de rabot pour 2024 à la Dgfp.

Sur la campagne IR, nous espérons que vous avez recruté les quatre fantastiques (voire plus) pour assurer un calendrier démentiel : téléphone, soutien national, aprdv, balfus et Econtact, permanences MFS, et triple lutz pour conclure sur la glace de l'Alparena , en croisant les doigts pour ne pas trébucher sous les yeux du grand public, sur l'obstacle GMBI que personne n'a oublié.

Pour la fermeture définitive d'Embrun nous regrettons votre communication à l'eau tiède qui vaut à nos collègues de nombreux commentaires acerbes sur les réseaux sociaux. Il eût sans doute été judicieux de préciser que cette fermeture résulte d'une réforme du réseau voulue en 2020 par l'administration centrale et déclinée au niveau local. Peut-être auriez-vous même pu faire preuve d'audace en précisant que la réception avait été assurée en dehors de tout cadre par des agents

volontaires pendant quatre ans, agents qui se voient affublés désormais d'une conscience professionnelle douteuse aux yeux du grand public sur certains « réseaux sociaux poubelles ».

Nous publions un avis rédigé sur le pont du 10 Mai avec d'autres organisations syndicales. Votre position en Décembre était de « trouver des arrangements ou solutions intelligentes », mais nous n'avons rien vu venir.

Ce point constitue une attente forte en termes de reconnaissance après l'épisode indigeste GMBI en national, les difficultés quotidiennes à Briançon (avec des agents qui tiennent la barre), et les quatre mois de diffusion non stop à Desmichels du film « De bruit et de fureur ».

Par ailleurs, il est difficile de comprendre que les règles diffèrent selon les territoires, notamment chez nos Ex (anciens directeurs) de la Loire ou de la Haute Savoie, dont la côte de popularité s'envole contre toute attente.

Sur la publication des avis, nous rappelons là aussi les règles sur le délai et les conditions de publication via le RI, notamment par égard à notre avis inscrit sur les risques thermiques lors de la dernière FS, toujours non publié à ce jour.

Il restera plusieurs sujets à aborder :

- la semaine EN 4 jours au niveau national
- la mise en place du Pôle Départemental de recouvrement qui sera finalisée très bientôt, sans débat à ce jour, là où nos collègues de Savoie ont discuté près de 18 mois en amont, un des secrets les mieux gardés de la république.
- la consultation de la FS sur les travaux (après deux jours de formation et d'éclairage très aboutis sur notre rôle d'élus en la matière), avec une évolution constante de la Direction que nous résumerons ainsi : Pas d'association prévue lors de la dernière FS, puis association le 11/04 toujours lors de la dernière FS, puis groupe de travail le 14/05, puis Fs après le groupe de travail à une date inconnue Il y a de la friture sur la ligne.

Il y a beaucoup d'incompréhension à la Dgfip et notamment à la Ddfip 05.

Notre nouvelle Directrice générale rappelait dans son message à tous les agents qu' « elle sait l'écart qui peut exister entre le projet pensé en Centrale et sa concrétisation sur le terrain ».

Elle poursuit : « la co-construction et l'expérimentation ne sont pas des mots vides de sens ».

Nous jugerons sur pièces et sur les actes, mais ce constat lucide nous pousse à espérer un dialogue social plus efficace grâce à plus de respect et d'écoute des agents et de leurs représentants.

Il ne s'agit pas de recevoir dans l'avenir notre Directrice générale pour « un Rendez-Vous en terre inconnue » sous les cieux des Hautes Alpes.

Une note positive pour conclure et remercier nos acteurs de préventions pour le stage animé cette semaine, le travail fourni, la disponibilité malgré des emplois du temps contraints et une charge de travail importante.